

LE JOURNAL PROVENCE

Journal Quotidien d'Union Nationale

ABONNEMENTS	
Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard	6 fr.
et Basses-Alpes	5 fr.
autres départements et l'Algérie	6 fr.
Strasbourg (Union postale)	6 fr.

N° 14.464 - QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - MARDI 12 SEPTEMBRE 1916
LE NUMÉRO 5 CENTIMES
75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ANNONCES
Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 2 fr. - Paris divers : 1 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

Le « Miracle » de la Marne

A propos de la commémoration des glorieuses journées de septembre 1914, on s'obstine en certains milieux à parler du « miracle » de la Marne. Nous nous sommes déjà élevés, avec bon nombre de nos confrères républicains, contre cette légende qui s'est créée dès le lendemain de la victoire de la Marne et qui, si on la laissait développer, ne tendrait à rien de moins qu'à rabaisser la valeur militaire française en attribuant à l'effet d'une intervention miraculeuse les admirables exploits accomplis par nos chefs et par nos soldats. Il n'est pas inutile de renouveler aujourd'hui la protestation puisque les inventeurs et les propagateurs de cette puérile légende ne renoncent pas à prétendre nous l'imposer.

La Croix écrit : « Au moment où la victoire se dessine pour nous, de plus en plus, notre pensée est pleine du miracle de la Marne, que le triduum en l'honneur de sainte Geneviève, dans l'église de Saint-Etienne du Mont, vient de commémorer le 8 septembre, deuxième anniversaire de cette victoire vraiment providentielle. Et l'on ne peut s'empêcher de la regarder comme une nouvelle intervention de sainte Geneviève qui, encore une fois, a sauvé Paris des Barbares. On se rappelle, en effet, que le triduum de 1914 avait lieu les 6, 7 et 8 septembre, et ce dernier jour se produisit la victoire qui a sauvé Paris et la France ; nous ne saurions l'oublier. »

La plupart des journaux catholiques et conservateurs s'accordent pour exprimer le même sentiment. Pour eux, la victoire de la Marne est la victoire de sainte Geneviève, ou bien la victoire de saint Michel, car il paraît que jamais les troupes de Joffre n'auraient pu repousser les hordes teutoniques sans la protection d'en haut. Le véritable vainqueur de la Marne, c'est Dieu, par l'intermédiaire de telle sainte ou de tel saint, chaque fidèle peut d'ailleurs désigner à son choix.

Nous respectons absolument toutes les croyances sincères, de quelque confession qu'elles se réclament, estimant en effet que ces choses-là sont du domaine de la conscience, où personne n'a rien à voir. Chacun croit tout ce qu'il lui plaît de croire et chacun accomplit tout ce qu'il lui convient d'accomplir. Mais lorsqu'une conception religieuse affiche, comme en l'espèce, la prétention de diminuer ou de fausser une des gloires les plus précieuses et les plus magnifiques de la France, on a le droit de faire entendre là-dessus une parole de bon sens.

La thèse du « miracle » repose sur ce point : à savoir que la victoire de la Marne serait inexplicable si l'on n'admettait pas une intervention du ciel. Voici comment l'Éclair résume le sermon fait par l'abbé Courbe, à sainte Geneviève : « Que sur un front de 150 kilomètres, une armée en déroute faisant subitement demi-tour, ait résisté victorieusement à des forces supérieures en nombre et en artillerie et ait battu des armées fortes de leurs succès précédents et sûres d'elles-mêmes, sans faiblir, sans reculer sur un point, mais au contraire en avançant presque partout, n'est-ce pas déjà un fait, quasi miraculeux, dans les circonstances où il s'est produit ? Et l'orateur, recourant à la brochure de M. l'abbé Sauvêtre, curé de Saint-Etienne du Mont (que nous analysons ci-dessous), montre que sur trois points surtout, à Barcy (près Meaux), au village de Sainte-Geneviève, sur le plateau du Grand-Couronné de Nancy et dans le quartier de la paroisse Sainte-Geneviève, à Reims, la protection de sainte Geneviève a été visible. » Et M. Julien de Narjot, qui est d'ailleurs un catholique libéral dont nous estimons le caractère en même temps que le talent, semble lui aussi pencher vers cette thèse. « Avons-nous, oui ou non, écrit-il dans le Figaro, bénéficié de dispositions providentielles qui appellent de notre part une spéciale reconnaissance envers Dieu ? La réponse affirmative se fonde sur ce qu'il y a d'inexplicable ou tout au moins d'inexplicable dans les conditions de la bataille et de notre victoire. »

Dès le lendemain de la bataille de Charleroi, et tandis que s'effectuait cette douloureuse mais méthodique retraite qui amena nos armées de la frontière belge jusque sur les bords de la Marne, notre haut commandement avait tout préparé, tout ordonné, tout établi en vue de la vigoureuse opération qui devait si splendidement réussir. Joffre et ses collaborateurs n'avaient pas attendu que la bénédiction céleste vint pour arranger les choses : ils avaient conçu un plan stratégique et ils en avaient assuré l'heureuse exécution. La victoire de la

Marne marqua le triomphe mérité de leurs efforts.

Telle est la vérité historique, et quel que souci que nous ayons de l'union sacrée nous ne devons pas permettre qu'on y touche, car altérer cette éclatante vérité c'est porter atteinte à la gloire la plus haute de la Patrie.

CAMILLE FERDY.

PROPOS DE GUERRE La Carte postale

Il y a quelques semaines, je demandais pourquoi le gouvernement ne créait pas une carte d'identité nationale ainsi que le proposait un député fort avisé, une carte d'identité qui, évitant au pauvre citoyen des démarches, des stationnements et des discussions oiseuses et vexantes aux guichets des bureaux de postes, rapporterait, au-dessus du marché, de beaux écus au Trésor.

Eh bien, voilà qui est fait, ou plutôt voilà qui va être fait. Je n'ai pas l'outrecuidance de croire que mon humble appréciation ait été pour quoi que ce soit dans la réussite de l'idée, mais elle a réussi, c'est l'essentiel, et si le mot réussit, c'est au titre de tout le monde pour l'amélioration que cette petite innovation apportera dans nos relations avec l'administration postale.

La carte d'identité qu'on va nous donner ne sera pas tout à fait celle que j'avais rêvée, mais c'est un achèvement. Grâce à elle, nous ne verrons plus l'infectable Labrige s'empêtrer de légitimes fureurs contre un employé qui le reconnaissant pour avoir diné la veille avec lui chez les Durand, refuse de lui remettre sa lettre recommandée sous prétexte qu'il n'a point sur lui de pièces d'identité suffisantes ; nous ne verrons plus M. Lebureau se rendre à l'administration sur le chemin de fer, un coupe-feu portant la signature du préfet ou une carte d'électeur de l'année 1896 sous prétexte que cela ne vaut rien ; et surtout, nous serons dispensés, en voyage, pour retirer un mandat télégraphique, de nous mettre en quête des deux caisses complaisantes qui, moyennant vingt sous, consentaient à venir attester d'une identité qu'ils ignoraient eux-mêmes parfaitement.

La carte d'identité postale comportera la photographie du titulaire, son signalement et sa signature ; elle ne coûtera que cinquante centimes, dix sous seulement.

Nous la devons à M. Ribot, notre grand argentier national, qui, quoique étant né à une époque où le téléphone n'existait pas, non plus que les automobiles, n'en est pas moins le héros de toutes les innovations, surtout quand elles sont d'un bon rapport.

C'est lui, si je ne m'abuse, qui a eu la hardiesse de mettre le cinéma au service de nos emprunts nationaux et de faire dessiner des affiches de publicité par des artistes qui n'étaient pas de l'Institut et qui se juchaient sur les hauteurs de Montmartre.

La carte d'identité postale qui figure au projet de loi relatif à l'ouverture de crédits provisoires pour le dernier trimestre de 1916, va faire couler, je le présume, dans la caisse du « père Ribot », quelques millions millions, lesquels contribueront à chasser le Boche.

Glorieux donc à notre caissier national et haut les mains les amateurs ! comme on dit à la foire.

ANDRÉ NEGIS

M. Lloyd George à Verdun

Il parle aux officiers et exalte l'héroïsme français

Paris, 11 Septembre.

Dans les casernes de la citadelle de Verdun, au milieu des troupes fatiguées, des officiers de la défense ont réenti, le 9 septembre, une émotion intense, la plus vive dans l'entente de la guerre. Ces soldats des nerfs ont résisté pendant des jours et des semaines à un « marmalade » effroyable et ils n'ont pas tremblé devant des assauts d'une violence inconnue, se sont laissés troubler et attendre jusqu'aux larmes, en attendant dans le calme et la recueillement de voir venir les catholiques, une voix grave et presque religieuse évoquant l'héroïsme traditionnel de la France et leur exprimer une admiration émue.

Cette voix, c'était, il est vrai, celle de M. Lloyd George qui, comme nul autre orateur, parle aux hommes cœur à cœur. Le ministre de la Guerre anglais, qui s'était fait connaître de nos soldats par M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat, l'Artillerie avait été invité par le gouverneur de la Place de Verdun, le général Dubois, à partager le moment de combat de nos officiers dans les souterrains de la citadelle.

772^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 11 Septembre.

Le gouvernement fait, à 75 heures, le communiqué officiel suivant :

Au sud de la Somme, les Allemands ont prononcé pendant la nuit une série d'attaques sur divers points de notre nouveau front. Depuis Berny jusqu'à la région au sud de Chaulnes, ils ont déclenché cinq attaques, dont plusieurs accompagnées de jets de liquides enflammés.

Partout, les troupes assaillantes ont été rejetées dans leurs tranchées de départ par nos tirs d'artillerie et nos feux de mitrailleuses, qui leur ont infligé des pertes sérieuses.

Nuit calme sur le reste du front.

AVIATION

Dans la nuit du 9 au 10 septembre, dix de nos avions ont lancé soixante obus de gros calibre sur des usines militaires importantes au sud de Bruges. Le bombardement effectué entre quatre cents et huit cents mètres d'altitude a été très efficace.

Dans la même nuit, cent quatre obus ont été jetés sur des cantonnements et des dépôts de munitions au nord de Somme-Py. De violentes explosions ont été constatées.

Enfin, une de nos escadrilles a bombardé les casernes et l'aérodrome de Sarrebourg : vingt obus de gros calibre, bien placés au but, ont causé des dégâts importants.

ARMÉE D'ORIENT

Sur le front de la Strouma, les troupes britanniques ont franchi la rivière à la hauteur d'Orljak, sous le feu de l'ennemi, et ont attaqué sur la rive gauche les villages de Nevoljen et de Karadzako, où l'ennemi se défend avec acharnement.

Depuis la région de l'ouest du Vardar jusqu'au lac Doiran, notre artillerie a violemment bombardé les positions bulgares et effectué des tirs efficaces sur les batteries de l'adversaire.

Sur le front de l'armée serbe, on signale un nouveau recul des avant-postes bulgares.

Communiqué officiel anglais

Londres, 11 Septembre.

L'état-major britannique fait le communiqué officiel suivant :

11 Septembre, 11 heures 45.

Les Allemands ont encore contre-attaqué hier, à deux reprises, sur Ginchy. Nous les avons repoussés.

Des détachements d'infanterie ennemie ont tenté d'aborder nos lignes près de la ferme du Mouquet et dans les environs de Pozières. Ils ont été dispersés par notre feu.

Entre Neuville-Saint-Vaast et le canal de La Bassée, nous avons pénétré sur différents points dans les tranchées ennemies et fait des prisonniers.

Les troupes de l'armée britannique possèdent de plus en plus de la haute qualité de l'armée et du peuple français, et cette bravoure, ce dévouement à la Patrie auxquels le monde entier rend hommage, se sont renforcés d'un sang-froid, d'une ténacité qui n'ont rien à envier au flegme britannique.

Le souvenir de la victorieuse résistance de Verdun sera immortel, parce que Verdun a sauvé non seulement la France, mais notre grande cause commune et l'humanité tout entière. Sur les hauteurs qui entourent cette vieille citadelle, la puissance maléfique de l'ennemi est venue se briser comme une mer furieuse sur un roc de granit. Elles ont dompté la tempête qui menaçait le monde.

Pour moi, je me sens tenu profondément en touchant ce sol sacré, je ne parle pas en mon nom seul, je vous apporte l'admiration émue de mon pays et de ce grand Empire qui le suis lui le représentant. Je salue en ce lieu le sacrifice et devant la gloire.

Une fois de plus, pour la défense des grandes causes auxquelles son avenir même est attaché, l'humanité se tourne vers la France.

A ce moment M. Lloyd George s'arrête, au milieu d'un silence religieux, solennel, puis redressant la tête et élevant son verre d'un geste qui a mis debout tous les assistants : à la France ! aux héros tombés sous Verdun !

LES LETTRES A NOS POILUS

Les adresses doivent être complètes

Paris, 11 Septembre.

Il a été fréquemment constaté que sur les adresses, soit des lettres, soit des colis postaux, les unités sont désignées par des abréviations. Or, il arrive que des éléments de nature absolument différente sont indiqués par des abréviations identiques, et qu'on commet des erreurs ou des confusions et occasionne ainsi des retards dans la distribution des correspondances ou des colis.

En conséquence, le public est invité à ne plus employer d'abréviations sur les adresses soit des lettres, soit des colis destinés aux armées.

L'Avance de l'Heure dans les Pays scandinaves

Londres, 11 Septembre.

On mande de Copenhague au Daily Telegraph :

L'expérience faite par le Danemark et les autres pays scandinaves au sujet de l'avance de l'heure est loin d'être satisfaisante, car ce changement d'heure n'a pas diminué, mais augmenté au contraire la consommation de gaz et d'électricité. Il fait maintenant sombre à l'heure où la plupart des gens se lèvent le matin, particulièrement les gens de la campagne. Beaucoup de personnes sont revenues à l'ancien système. Il est très douteux que la Scandinavie adopte l'heure d'été l'année prochaine.

LA GUERRE

Sur tous les Fronts l'Ennemi est réduit à la défensive

Les Armées roumaine et russe en contact en Transylvanie

Paris, 11 Septembre.

MM. Comperé-Morel et Hubert-Rouger ont déposé une demande d'interpellation au ministre de la Guerre concernant une meilleure utilisation de ces effectifs. Cette interpellation sera jointe à celles déjà déposées sur ce même sujet.

LA SITUATION

De notre correspondant particulier

Paris, 11 Septembre.

Un de nos confrères a obtenu du général Brussiloff de très intéressantes déclarations. Le commandant en chef des armées russes du front méridional a exprimé sa confiance absolue. Il a aussi formulé un avis qui, pour ne pas être original, n'en mérite pas moins d'être retenu : « Plus la liaison, a-t-il dit, sera grande entre les Alliés, plus leurs mouvements seront coordonnés et plus la guerre finira vite ». Il faut de toute nécessité que tous les fronts se battent simultanément et continuellement.

Le général russe a proclamé que les brillantes offensives franco-anglaises ont empêché les Allemands de distraire une partie de leurs forces du front Ouest pour renforcer leur front oriental. C'est un résultat. Notre offensive en aura d'autres et, grâce à la simultanéité des efforts des Alliés, l'offensive russe se traduira aussi par des conséquences que les premiers et éclatants succès russes font prévoir.

Sur tous les fronts l'ennemi est réduit à la défensive. Il ne se résignera pas à cette attitude. Ce serait folie que ne pas comprendre qu'il cherche à exécuter une contre-offensive sur un point quelconque et tout indique que c'est en Orient qu'il fera cet effort puisque ses intérêts politiques comme les conditions stratégiques le poussent à maintenir sa liaison avec la Bulgarie et la Turquie. Le théâtre d'opération va donc devenir d'une importance capitale.

Il est très difficile de se faire une idée très exacte de la situation là-bas. Ce qu'on en sait et mieux encore ce qu'on en devine commande aux Alliés une décision énergique, rapide, à la hauteur des circonstances.

M. Briand qui, depuis son arrivée au pouvoir, a imprimé à la guerre une direction politique dont on peut mesurer déjà les heureux effets, qui a eu le mérite, malgré des oppositions aussi violentes qu'injustifiées, de presser l'intérêt du front de Salonique, fera certainement face aux nécessités actuelles. Il faut aux Alliés sur ce front des forces suffisantes pour réduire à merci la Bulgarie et par contre-coup la Turquie.

La France a fait depuis le début de la guerre des sacrifices douloureux et tels que se pose pour elle le problème de l'après-guerre. C'est aux Alliés qui ont moins souffert de faire l'effort indispensable en envoyant à Salonique toutes les forces suffisantes.

L'acte qui s'est si noblement conduit à la grande rade à remplir. Elle l'acceptera certainement, mais nous n'avons pas de temps à perdre. Tout retard que l'ennemi manquera pas de mettre à profit nous ferait perdre le bénéfice des avantages que nous avons depuis l'entrée en ligne de la Roumanie.

Depuis la prise du commandement effectif de Hindenburg, l'ennemi réagit sur le front français avec une extrême violence. Cette nuit, encore, il a multiplié ses assauts sur nos nouvelles positions avec une violence extrême. Comme il ne parvient qu'à se faire massacrer, il peut continuer à loisir.

Depuis trois jours, notre aviation affaile l'ennemi en arrosant de bombes ses établissements et ses campements. On ne saura jamais les services immenses que notre armée aérienne nous aura rendus.

MARIUS RICHARD.

Un nouveau Comité pour la Paix en Allemagne

Il préconise surtout une paix allemande

Genève, 11 Septembre.

Il vient de se constituer à Berlin un nouveau Comité pour la préparation d'une paix durable et pour l'entente entre les peuples. Voici ce manifeste :

Ayant jugé le moment venu pour saisir l'opinion publique des manifestations relatives aux buts de la guerre, les hommes et les femmes d'Allemagne qui souhaitent une paix durable, basée sur le droit des peuples et sur la pratique d'une nouvelle politique, constituent une Union allemande sous le nom de Bureau Central du Droit des Peuples. La paix devra assurer la liberté du peuple allemand, l'indépendance de l'empire allemand, l'intégrité du sol allemand, la sauvegarde des intérêts allemands à l'étranger et le maintien des possibilités de développement économique du peuple allemand, mais elle devra aussi impliquer toutes les garanties de durée. A cet effet, il importe qu'elle soit reconnue de tous les intéressés comme le règlement satisfaisant de leurs affaires internationales ; que, par conséquent, elle n'oblige pas les vaincus à des sacrifices de vive force en portant atteinte à leur indépendance ou en leur imposant d'autres conditions insupportables qui prépareraient une guerre de revanche.

Il faut que la paix soit consolidée par des institutions capables de régler pacifiquement les futurs litiges internationaux au lieu de mettre un terme à la dangereuse politique de rivalité des armements. Un nouvel esprit doit animer la vie politique.

Le manifeste est signé d'une quarantaine de noms parmi lesquels le socialiste Edouard Bernstein, les professeurs Wilhelm Foerster, Max Lehman, Adolphe Schmidt, etc. A en juger d'après les signatures, le nouveau Comité ne disposera que d'une influence politique minime.

LA GUERRE EN ORIENT

Un Attentat à la Légation de France à Athènes

Pendant une conférence des ministres de l'Entente des réservistes grecs pénétrèrent dans la salle et tirent des coups de revolver

Athènes, 11 Septembre.

Au cours de la conférence des ministres de l'Entente à la légation de France, des réservistes ont pénétré dans la salle en criant : « Vive le roi ! A bas l'Entente ! » et ont tiré quatre coups de revolver ; personne n'a été atteint.

M. Guillemin, ministre de France, s'est rendu au ministère et a déclaré qu'il attendait des explications du gouvernement.

M. Zaimis est allé aussitôt à la légation exprimer ses regrets.

La légation gardée par nos marins

Athènes, 11 Septembre.

Un détachement de 25 marins vient de débarquer du « Bruix » pour assurer la garde de la légation de France.

Les ministres de l'Entente protestent

Athènes, 11 Septembre.

A la suite de l'attentat de la légation de France, les ministres de l'Entente ont remis au gouvernement une note demandant la poursuite et la punition des coupables, la punition des agents de l'autorité qui n'ont pu ni prévenir ni réprimer l'attentat et enfin la dissolution immédiate de la ligue des réservistes.

M. Zaimis a répondu qu'il prendrait des mesures pour les deux premières demandes, mais qu'en ce qui concerne la troisième, il devrait consulter ses collègues et le souverain.

Le président du Conseil sera reçu dans la journée par le roi.

Satisfaction est donnée à l'Entente

Athènes, 11 Septembre.

M. Zaimis, président du Conseil, a eu cet après-midi avec le roi un long entretien qui a été suivi d'une réunion du Conseil des ministres. Bien qu'aucune note officielle n'ait été publiée, il semble évident que les conditions demandées par l'Entente ont été intégralement acceptées. La fermeture des cercles de réservistes a en effet commencé dès ce soir.

Le gouvernement grec a accepté toutes les demandes formulées dans la note remise par les puissances de l'Entente ; la police a procédé aussitôt à la dissolution des ligues des réservistes.

Le Palais écrit : M. Zaimis aurait dû prévenir et ne pas attendre la note des puissances pour dissoudre ce foyer de l'anti-ententisme.

L'ambassadeur de Grèce à Paris présente des excuses

Paris, 11 Septembre.

M. Romanos, ministre de Grèce, s'est rendu ce matin au quai d'Orsay pour renouveler à M. Briand les regrets du gouvernement grec au sujet de l'invasion de la légation de France.

Le Conseil supérieur de la Défense nationale s'est réuni ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

La presse grecque

Athènes, 11 Septembre.

Les journaux antiententistes ont trouvé à l'inqualifiable agression organisée contre la légation de France une justification inattendue. L'Embros, la Nea Hmera, le Scrip, etc., laissent entendre que les partisans de M. Venizelos ont fort bien pu organiser la manifestation pour provoquer l'intervention de forces étrangères.

La Patrie écrit : « Le fait que, malgré la présence dans le voisinage des gardes de l'ancien palais royal et de la résidence du prince Nicolas, les coupables n'ont pas été arrêtés, prouve que ceux-ci appartiennent aux vieux partis et aux ligues dites « de réserve ». L'attaque contre la légation de France est un véritable crime. La responsabilité de cette affaire incombe aux vieux partis réactionnaires et à leurs amis, seuls, ceux qui se rangent aux côtés des Bulgares sont capables d'une agression contre la France. Ces gens sont indignes de faire partie de

